

**NP 2023 - AR - 225 R**

## **ARRÊTÉ NON PERMANENT**

D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET RESTRICTION DE STATIONNEMENT  
AUX DROITS DU 6 TER AVENUE PASTEUR.

---

Le Maire de Beauchamp,

Vu le code des communes, décrets numéros 7790 et 7791 du 27 Janvier 1977 – titre III – chapitre 1<sup>er</sup> – Articles L 131-1, L 131-2, paragraphe 1, L 131-3 et L 131-4.

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle du 22 Octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée par les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 17 Octobre 1968, par la circulaire N° 68.103 du 30 Octobre 1968 et par les arrêtés du 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971, 27 Mars 1973, 10 Juillet 1974 et 15 Juillet 1974.

Vu les articles R.417-10 et L 325-1 du Nouveau Code de la route.

Vu le Code de la Voirie Routière (loi n° 89.413 du 22 Juin 1989).

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 28 Juin 2010.

Vu l'institution des tarifs pour l'occupation du domaine public approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 18 février 2016 et du 18 juin 2020.

Considérant la demande de stationnement sur voirie en date du 4 septembre 2023 par Madame Ophélie DUPRÉ de la société de déménagement DEMEFrance pour un déménagement au 6 Ter avenue Pasteur à Beauchamp.

Il importe de prendre des mesures pour réglementer le stationnement, et pour la sécurité des personnes chargées du déménagement et des usagers des voies publiques

### **ARRETE :**

**Article 1** La société DEMEFrance est autorisée à stationner un camion de déménagement le mardi 12 septembre 2023 aux droits du n° 6 Ter avenue Pasteur sur la voie de circulation. Un balisage sera mis en place en amont et en aval du stationnement du camion.

**Article 2** Le stationnement sera interdit aux droits du n° 6 Ter avenue Pasteur et considéré comme gênant (articles R 417-9, R 417-10 et suivant le code de la route). Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être conduit en fourrière aux frais de son propriétaire.

- Article 3** Dans le cadre de l'opération susvisée, les véhicules de plus de 3,5 tonnes sont autorisés à circuler dans la ville de Beauchamp.
- Article 4** La circulation des piétons devra être maintenue sur le trottoir et toutes dispositions devront être prises pour assurer la sécurité des riverains. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé.
- Article 5** Une signalisation verticale réglementaire sera installée par les services techniques pour réserver le stationnement du camion de déménagement sur la voie de circulation et sous le contrôle de la police municipale.
- Article 6** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant la date du déménagement par les services techniques.
- Article 7** Le montant de la redevance fixé à 25€/jour soit un montant total de 25 €. Le règlement sera effectué à réception du titre exécutoire émis par le Trésor Public.
- Article 8** La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit d'indemnité. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et transmis au tribunal compétent.
- Article 9** Madame le Maire, M. le Commissaire de police d'Ermont, la police municipale et tous les Agents de la voie publique seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux services techniques communaux.  
Notifié à : Madame Ophélie DUPRÉ de la société DEMEFrance.
- Article 10** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Beauchamp dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication électronique sur le site Internet de la commune. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy Pontoise (95027), dans un délai de 2 mois (2) mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être directement saisi par l'intermédiaire de l'application « télérecours citoyen », accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pour le Maire et par délégation,  
Le Conseiller Municipal,



Alain PERRIN



07 SEP. 2023

La Mairie certifie que cet arrêté a été mise en ligne sur le site de la ville le \_\_\_\_\_